

Iran : "Il y a eu une unité de vues sur l'accord de Vienne et sur la nécessité de le maintenir"

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, participe à la réunion du Conseil Affaires étrangères de l'Union européenne à Luxembourg le 16 octobre.

Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian à son arrivée au Conseil affaires étrangères (Luxembourg, 16 octobre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian : "En ce qui concerne la France et la réunion de ce matin, le sujet le plus important est la question de la prolifération à la suite de la décision du président Trump de ne pas valider la certification de la mise en œuvre du plan d'action conjoint. Cette décision n'est pas conforme à ce que nous constatons, à ce que constate l'AIEA. La Chancelière, la Première ministre britannique et le président Macron ont eu l'occasion vendredi de le faire savoir. Nous souhaitons que le Congrès ne remette pas en cause cet accord car la prolifération est un tout, et la non-prolifération est un élément majeur de la sécurité dans le monde. Un acte de rupture serait extrêmement dommageable et nous pensons également que les Iraniens doivent non seulement respecter cet accord, qui à cette heure est respecté, mais aussi faire preuve de modération dans les propos, car il reste avec l'Iran des grands sujets de discussion que ce soit dans le programme balistique ou dans la manière de se comporter de l'Iran sur les questions régionales. Il n'empêche que le plan d'action conjoint est un accord majeur dans le cadre de la lutte contre la prolifération et nous souhaitons vraiment qu'il soit respecté. C'est un sujet que nous allons aborder ensemble. Nous souhaitons vraiment que l'Union européenne fasse aussi pression sur le Congrès pour que le Congrès américain ne remette pas en cause cet accord.

Il y a aussi la question nord-coréenne toujours autour de la prolifération. Il importe que ce pays ne puisse accéder à l'arme nucléaire et, pour cette raison, nous allons soutenir la mise en œuvre de sanctions supplémentaires, européennes, aujourd'hui. Merci" ./.

Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian à l'issue du Conseil affaires étrangères (Luxembourg, 16 octobre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian : "Comme je l'avais pressenti en arrivant, l'essentiel des sujets de ce Conseil des ministres des affaires étrangères était centré sur les questions liées à la prolifération. La prolifération est un enjeu crucial, un enjeu vital, une menace existentielle pour la sécurité et la paix dans le monde. Il y a un risque, si l'accord avec l'Iran n'est pas respecté, d'une relance de la course à l'armement nucléaire. Il était donc très important que nous puissions être unanimes sur ces questions, ce qui a été le cas.

Il y a eu une unité de vues sur l'accord de Vienne et sur la nécessité de le maintenir. Une déclaration a été adoptée à cet effet car même si nous considérons que la menace balistique

ou les comportements iraniens dans la grande région du Moyen-Orient sont dangereux, nous considérons qu'il faut séparer la question nucléaire, la question de la prolifération de l'ensemble des autres questions. Et donc respecter intégralement l'accord de Vienne. Nous avons souhaité que le Congrès américain puisse aussi le respecter et que l'Iran bien évidemment le fasse.

Il y a eu une unité de vues aussi sur les mesures prises à l'encontre de la Corée du Nord – même sujet de prolifération – et une grande fermeté avec la transposition de la dernière résolution visant au renforcement des sanctions prises par le Conseil de sécurité, la résolution 2375, et également avec des sanctions européennes supplémentaires décidées au cours de ce Conseil pour ramener la Corée du Nord à la table des négociations. Nous avons aussi fait valoir notre solidarité à l'égard de la Corée du Sud et du Japon dans cette période de grandes tensions. L'essentiel c'est l'unité et l'unité contre toute forme de prolifération.

Concrètement, par rapport à l'Iran, comment l'Europe veut-elle agir ?

M. Jean-Yves Le Drian : Pour l'instant, il n'y a pas de renoncement, d'aucune part, à l'accord. La seule mesure qui a été prise est le renoncement, par le président Trump, à certifier le respect par l'Iran de l'accord. Nous en sommes-là. Et nous souhaitons vivement que cet accord soit intégralement respecté car nous aurons d'autant plus de force, d'une part, à interpellier l'Iran à la fois sur son comportement régional et sur sa volonté d'acquisition balistique, que nous aurons respecté l'accord, et nous aurons, d'autre part, d'autant plus de force à inciter fortement la Corée du Nord à venir à la table des négociations que cet accord-là, en Iran, sera respecté. La prolifération ne se divise pas.

Sur le Venezuela, pensez-vous que l'Union européenne s'avance vers des sanctions, notamment au vue des résultats des élections régionales ?

M. Jean-Yves Le Drian : C'est encore un peu tôt, nous n'avons que très peu évoqué cette question puisque les résultats viennent d'arriver et, vous le savez, ils sont contestés. Nous attendons d'y voir un peu plus clair dans la journée de demain et nous répétons notre position : il importe qu'il y ait au Venezuela d'abord la fin des violences, le retour à l'Etat de droit et une médiation qui aboutisse à une réconciliation. L'Union européenne, et la France en particulier, est très favorable à cette médiation, il y en a une qui est en gestation autour de l'ancien président du gouvernement espagnol, M. Zapatero. J'ai souhaité pour ma part, lorsque j'ai reçu le ministre des affaires étrangères du Venezuela à Paris il y a quinze jours, que cette médiation puisse se poursuivre de la meilleure manière. Ais pour l'instant, je ne ferai pas de commentaires sur le résultat des élections tant qu'ils ne sont pas dûment vérifiés.

Est-ce possible que l'Europe, dans les prochains mois, prenne des mesures sur la balistique ?

M. Jean-Yves Le Drian : Le sujet principal d'aujourd'hui, c'était l'unité de nos positions concernant l'accord de Vienne. La France a dit qu'elle était désireuse de parler du reste. Nous nous adresserons à l'Iran pour parler du reste et à l'ensemble des acteurs mais ce n'est pas la question qui a été abordée ce matin." ./.